

# L'AFFAIRE SERVIN - CASANOVA

## PRÉPARATION DU XVI<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.F. — PREMIER ACTE

L'affaire Servin-Casanova, pour le plus grand nombre de militants, a éclaté comme une bombe. La surprise était d'autant plus grande que les responsables furent obligés de révéler, sans toujours citer les noms, que d'autres membres du Comité central, des rédacteurs d'« Economie et Politique », un secrétaire de l'Union des Etudiants communistes de Paris, étaient impliqués dans la nouvelle affaire.

Au moment où nous écrivons, les adhérents du P. C. F. ont en leur possession trois documents sur lesquels ils sont appelés à se prononcer : Un communiqué du Bureau politique, la résolution du Comité central votée le 16 janvier à Ivry et l'intervention de Maurice Thorez reproduit dans l'« Humanité ».

Qué reprochet-on à Servin et Casanova, que Thorez associe abusivement, comme on le verra plus loin. D'abord des divergences persistantes sur la « nature du pouvoir gaulliste ». Ensuite des désaccords sur le problème du Front unique, des alliances en général et sur les conceptions du travail de masse.

En résumé, Servin et Casanova sont présentés comme des « pro-gaullistes », en tout cas comme des opportunistes. L'intervention de Thorez contient les termes beaucoup plus explicites de « déviation de droite ».

Une longue habitude a enseigné aux trotskystes que les stalinien et leurs émules en France, les thoreziens, empoignent consciemment à tort et à travers ces épithètes de droite et d'opportunisme. Ce n'est dans leur bouche qu'épithètes infâmantes destinées à recevoir l'approbation de la base. C'est l'hommage du vice à la vertu, il faut en effet se faire passer pour bolchevique pour tromper les adhérents.

Que l'on se souvienne que Marty, avant d'être un « anarcho-trotskyte » et un « policier » avait été un opportuniste cherchant à transformer la classe ouvrière en une force d'appoint au service d'une aile de la bourgeoisie. Cette explication était donnée par Jacques Duclos, un des plus fermes promoteurs de la ligne des « bons français » et de surcroît auteur d'une lettre aux dirigeants capitalistes d'Usinor pour leur proposer l'union nationale.

### La paille et la poutre

Il ne faut par conséquent, surtout pas s'en tenir aux textes officiels si l'on veut avoir une idée exacte des problèmes, des véritables raisons de cette nouvelle affaire. On peut utiliser les communiqués, mais à condition de les interpréter à la lumière de ce qu'est la vie politique dans un parti hyperbureaucraté comme le Parti communiste français.

D'abord cette accusation d'opportunisme, de déviationnisme de droite ne laisse pas d'être surprenante dans la bouche d'un homme comme Thorez. N'était-il pas déjà secrétaire général lorsqu'en 1936, le P. C. F. s'allia sans principe au sommet du Parti radical ? N'était-il pas le « théoricien » du produire d'aord en 1945 ? Sous sa direction et malgré l'opposition sourde de militants comme Marty et Tillon, le P. C. F. n'a-t-il pas contribué au sauvetage du capitalisme français ? Sans doute n'est-il pour rien non plus dans le vote des pouvoirs spéciaux en 1956, lui qui n'a, en ce moment, à la bouche que les mots de « travail à la base ».

Mais parlons de la période qui s'est ouverte avec l'instauration du pouvoir gaulliste. Qui a serré la main à Chaban-

Delmas, Servin ou Thorez ? Qui proclamait que les temps étaient changés (Comité central de Choisy-le-Roi, fin 1959), contre de soi-disants sectaires, le secrétaire des Etudiants communistes de Paris ou le secrétaire général ? Sous la direction de qui au Comité central de février 1960, faisant suite à la grève générale du 1<sup>er</sup> février, fut substitué au mot d'ordre d'Assemblée constituante adopté par le XV<sup>e</sup> Congrès celui de nouvelles élections ? N'était-ce pas, ipso-facto, se placer dans le cadre de la constitution gaulliste ? Qui a, dans cette circonstance, appliqué d'une manière restrictive, et en quel sens la ligne du XV<sup>e</sup> Congrès ? Qui au même Comité central prononçait ces paroles révélatrices, sinon Thorez : « Ceux qui se sont dits « gaullistes » pas seulement hier et avant-hier, mais pendant la guerre, dans la clandestinité et dans la Résistance, ont partagé les dures épreuves. Maintenant nous nous sommes retrouvés dans la bataille contre les émeutiers, il faut continuer à se serrer les coudes, à travailler ensemble ».

Les phrases alibis comme celle-ci : « Le danger est maintenant dans le pouvoir personnel que nous combattons jusqu'au bout », ne peuvent être mis en balance avec la déclaration que nous venons de reproduire, déclaration qui constituait un véritable acte politique en vue d'un rapprochement avec le gaullisme.

Peut-on qualifier la dérobade du P. C. F. le 27 octobre, d'orientation de droite, alors que précisément Thorez craignait qu'un grand rassemblement parisien ne l'entraîne dans une ligne plus ferme contre de Gaulle. Les manœuvres des dirigeants sociaux-démocrates et leur pro-gaullisme véritable n'auraient-elles pas été mises à nu, si le P. C. F. avait apporté le poids de ses militants et de ses sympathisants à la Bastille. N'était-ce pas la meilleure manière de dénoncer en fait l'attitude de syndicalistes timorés partisans de la table ronde ? S'intégrer dans un réel mouvement de masse pour le faire progresser est-ce une politique de droite ? Poser la question est y répondre. C'est la politique préconisée par Marx depuis le Manifeste communiste. Tout autre politique est sectaire envers le mouvement ouvrier, et Thorez veut absolument que les militants de son parti confondent sectaire et révolutionnaire parce que précisément la ligne qu'il a fait jusqu'ici triompher dans son organisation n'est pas révolutionnaire. Thorez est sectaire envers le Mouvement ouvrier tel qu'il existe pour être opportuniste et terriblement droitier envers la bourgeoisie ou pour éviter d'adopter une stratégie de lutte de classe. Et s'il a tourné depuis quelque temps, c'est sous la pression de directions des Partis communistes au pouvoir à la suite de l'échec de la Conférence au sommet.

\* \*

Mais, peut-on objecter, Thorez cite un article de Servin écrit en juillet 1960, il parle en termes à peine voilés du comportement de Casanova dans le Mouvement de la Paix et il verse au dossier quelques citations ambiguës de rédacteurs d'« Economie et Politique ».

Il est vrai, il faut le reconnaître, que des analyses intéressantes contenues dans « Economie et Politique », certains dirigeants peuvent abusivement en tirer des conclusions droitières. Il est vrai que Laurent Casanova fit après 1956, notamment, des déclarations sur la France, ses intérêts, la grandeur nationale, des déclarations vibrantes de patriotisme surclassant même celles que Thorez qui, cependant, dans ce domaine n'y va pas de main morte. Il ne nous étonne